Crédit immobilier de France : nationaliser pour sauver les emplois!

(Article à paraître dans *Tout est à nous*)

Tout s"est déroulé très rapidement et sans mot dire : le 28 août, Moody"s dégrade de trois crans la note du *Crédit immobilier de France (CIF)* ; trois jours plus tard, l'État accorde une garantie de 20 milliards d"€ au CIF. Concrètement, cela signifie que l'État remboursera les créanciers du CIF au cas où le CIF ne serait plus en capacité de le faire. On comprend la volonté de discrétion du gouvernement : pendant sa campagne, Hollande avait juré que plus jamais on ne renflouerait les banques avec l'argent du contribuable ! On n'en est pas encore là, mais avec cette garantie, l'État adresse un message limpide : les capitalistes ne perdront rien, et ce sont les impôts payés majoritairement par les travailleurs qui constitueront, « au cas où », la variable d'ajustement.

Comment en est-on arrivé là ? Créé en 1908, regroupant 300 agences et 2 500 salariés, le CIF finance des crédits immobiliers aux particuliers en empruntant à court terme sur le marché interbancaire (auprès des autres banques). Le CIF ne collecte pas de dépôts : ses ressources dépendent donc uniquement de la confiance des marchés. Or, avec la crise, les banques hésitent de plus en plus à se prêter mutuellement. En outre, les sombres perspectives du marché immobilier ont précipité la crise de liquidité : trouvant de plus en plus difficilement des créanciers pour faire face à ses échéances de remboursement, la dégradation de Moody"s a signé le coup de grâce : sans la garantie de l'État, le CIF serait en faillite.

Que va-t-il se passer maintenant ? Faute de repreneur (la *Banque postale* a décliné…), l'État programme la mort lente du CIF, en stoppant l'octroi de nouveaux crédits et en ordonnant la gestion des affaires courantes en attendant que l'ensemble des crédits (424 000) arrivent à échéance. Ainsi, ce sont les ménages modestes qui profitaient de conditions intéressantes de crédit qui sont immédiatement pénalisés et qui ne peuvent plus accéder à la propriété de leur logement. Ceci au moment où les crédits immobiliers accordés par les banques ont reculé de 31,4% sur les huit premiers mois de l"année 2012. Alors que les mises en chantier reculent, la disparition du CIF pourrait accélérer cette tendance et aiguiser les problèmes de logement de nombreux travailleurs, malgré un début de baisse des prix immobiliers qui pourrait s'amplifier dans les mois qui viennent.

Les salariés du CIF sont mobilisés contre la fin programmée de leur banque : jeudi 13 septembre, 1 700 (selon la police) à 2 000 (selon les syndicats) sont venus de toute la

France manifester à Paris, pour défendre leur emploi et l'accession à la propriété pour les foyers modestes. Une banderole « le marché sauvé, le personnel sacrifié » synthétisait parfaitement les objectifs du « sauvetage » du CIF.

Il existe pourtant une autre issue, que le gouvernement ne veut évidemment pas envisager : la nationalisation sous le contrôle des travailleurs, afin de pérenniser l'activité (sans aucun licenciement) et la soustraire à la pression des marchés financiers. Il faut en outre réorganiser le financement du logement populaire qui devrait être pris en charge par un monopole public à partir de l'épargne des ménages (livret A, etc.) sans avoir recours à l'emprunt sur les marchés.

Plus globalement, c'est l'expropriation du secteur bancaire privé et la constitution d'un monopole public bancaire entre les mains des travailleurs et de leurs représentants qui peut nous sortir de la crise. Exproprier les capitalistes et prendre collectivement le contrôle de la monnaie, du crédit, et des grands moyens de production : voilà les grands axes d'une alternative socialiste à la crise du capitalisme.

Gaston Lefranc, le 8 décembre 2012